

**RAPPORT DE LA TROISIÈME CONFÉRENCE ANNUELLE DES ÉTATS  
PARTIES AU PROTOCOLE II SUR L'INTERDICTION OU LA LIMITATION  
DE L'EMPLOI DES MINES, PIÈGES ET AUTRES DISPOSITIFS, TEL QU'IL  
A ÉTÉ MODIFIÉ LE 3 MAI 1996, ANNEXÉ À LA CONVENTION SUR  
L'INTERDICTION OU LA LIMITATION DE L'EMPLOI DE CERTAINES  
ARMES CLASSIQUES QUI PEUVENT ÊTRE CONSIDÉRÉES COMME  
PRODUISANT DES EFFETS TRAUMATIQUES EXCESSIFS OU COMME  
FRAPPANT SANS DISCRIMINATION**

Genève, 10 décembre 2001

**DOCUMENT FINAL**

**PREMIÈRE PARTIE**

Genève, 2001

Blank page

---

Page blanche

**PREMIÈRE PARTIE\***

**RAPPORT FINAL DE LA TROISIÈME CONFÉRENCE ANNUELLE**

**TABLE DES MATIÈRES**

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION .....	1 - 3	1
II. ORGANISATION DE LA TROISIÈME CONFÉRENCE ANNUELLE	4 - 11	1
III. TRAVAUX DE LA TROISIÈME CONFÉRENCE ANNUELLE.....	12 - 17	2
IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	18 - 21	3

Annexes

I. Ordre du jour de la troisième Conférence annuelle des États parties au Protocole II modifié annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination.....		5
II. Tableau des rapports annuels nationaux .....		6
III. Appel lancé par les États parties au Protocole II modifié annexé à la Convention sur certaines armes classiques, à l'occasion de leur troisième Conférence annuelle .....		12
IV. Projet d'ordre du jour provisoire de la quatrième Conférence annuelle des États parties au Protocole II modifié annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination .....		13
V. Coûts estimatifs de la quatrième Conférence annuelle des États parties au Protocole II modifié annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination.....		14
VI. Liste de documents.....		16
VII. Liste des participants.....		17

---

\* La deuxième partie, comprenant les textes des comptes rendus analytiques, sera publiée ultérieurement lorsque ces derniers seront disponibles.

**RAPPORT DE LA TROISIÈME CONFÉRENCE ANNUELLE DES ÉTATS PARTIES  
AU PROTOCOLE II MODIFIÉ SUR L'INTERDICTION OU LA LIMITATION  
DE L'EMPLOI DES MINES, PIÈGES ET AUTRES DISPOSITIFS, ANNEXÉ À LA  
CONVENTION SUR L'INTERDICTION OU LA LIMITATION DE L'EMPLOI  
DE CERTAINES ARMES CLASSIQUES QUI PEUVENT ÊTRE CONSIDÉRÉES  
COMME PRODUISANT DES EFFETS TRAUMATIQUES EXCESSIFS OU  
COMME FRAPPANT SANS DISCRIMINATION**

**I. INTRODUCTION**

1. L'article 13 du Protocole modifié sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs (Protocole II modifié), tel qu'il a été adopté le 3 mai 1996 par la Conférence des États parties chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, prévoit que les États parties à ce Protocole tiendront chaque année une conférence afin de se consulter et de coopérer entre eux pour toutes questions concernant cet instrument.

2. Dans sa résolution 55/37, adoptée le 20 novembre 2000, l'Assemblée générale des Nations Unies avait noté avec satisfaction la convocation, du 11 au 13 décembre 2000, de la deuxième Conférence annuelle des États parties au Protocole II modifié, conformément à l'article 13 dudit Protocole, et avait demandé à tous les États parties au Protocole II modifié d'examiner notamment, lors de cette conférence, la question de la tenue de la troisième Conférence annuelle en 2001.

3. En application du paragraphe 3 de la résolution 55/37 de l'Assemblée générale des Nations Unies, la deuxième Conférence annuelle, qui s'était tenue du 11 au 13 décembre 2000 à Genève, avait examiné la question de la convocation de la troisième Conférence annuelle en 2001 et avait décidé de convoquer cette dernière le 10 décembre 2001 à Genève. Elle avait décidé également qu'une réunion préparatoire n'était pas nécessaire pour la troisième Conférence annuelle. La deuxième Conférence annuelle était convenue de recommander pour celle-ci l'ordre du jour provisoire figurant à l'annexe VII de son document final (CCW/AP.II/CONF.2/1). En outre, elle avait approuvé les coûts estimatifs de la troisième Conférence annuelle (CCW/AP.II/CONF.2/1, annexe VIII).

**II. ORGANISATION DE LA TROISIÈME CONFÉRENCE ANNUELLE**

4. La troisième Conférence annuelle a été ouverte le 10 décembre 2001 par le Vice-Président de la deuxième Conférence annuelle, l'Ambassadeur des Pays-Bas, M. Chris C. Sanders.

5. À la 1<sup>re</sup> séance, le 10 décembre 2001, l'Ambassadeur de Suisse, M. Christian Faessler, a été élu Président de la troisième Conférence annuelle par acclamation. En outre, l'Ambassadeur de la Chine, M. Sha Zukang, et le Chargé d'affaires de la Hongrie, M. László Horváth ont été élus Vice-Présidents.

6. Toujours à la 1<sup>re</sup> séance, M. Vladimir Bogomolov, spécialiste des questions politiques au Service de Genève du Département des affaires de désarmement, a été nommé aux fonctions de Secrétaire général de la Conférence. M. Jerzy Zaleski, lui aussi spécialiste des questions politiques audit Service, a fait office de Secrétaire de la troisième Conférence annuelle. Il a été secondé par M. Ye Min Than, assistant.

7. Les 45 États ci-après, qui ont notifié au Dépositaire leur consentement à être liés par le Protocole II modifié, ont participé aux travaux de la Conférence: Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Canada, Chine, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Hongrie, Inde, Irlande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Philippines, République de Corée, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Siège, Slovaquie, Suède, Suisse et Ukraine.

8. Les trois États signataires ci-après y ont aussi participé: Égypte, Maroc et Turquie.

9. Les 17 États ci-après, qui ne sont pas parties au Protocole II modifié, ont participé aux travaux de la Conférence en qualité d'observateurs: Albanie, Chili, Chypre, Cuba, Fédération de Russie, Koweït, Lettonie, Malte, Mexique, Mozambique, Oman, Pologne, République dominicaine, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande et Tunisie.

10. Les représentants du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et du Centre international de déminage humanitaire de Genève ont également participé aux travaux de la Conférence.

11. Des représentants de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres ont assisté aux séances publiques de la Conférence.

### III. TRAVAUX DE LA TROISIÈME CONFÉRENCE ANNUELLE

12. À sa 1<sup>re</sup> séance plénière, le 10 décembre 2001, la Conférence a adopté son ordre du jour, tel qu'il est reproduit à l'annexe I, et a noté que le règlement intérieur des conférences annuelles des États parties au Protocole II modifié, qui avait été adopté à la première Conférence annuelle, de 1999, lu conjointement avec la déclaration faite par le Président à l'occasion de l'adoption de ce règlement intérieur, s'appliquait *mutatis mutandis* à la troisième Conférence annuelle.

13. À la même séance, les dispositions visant à pourvoir aux coûts de la Conférence, telles qu'elles figurent dans le document CCW/AP.II/CONF.2/1, ont été adoptées.

14. Toujours à la même séance, la Conférence a décidé d'effectuer ses travaux en séances plénières.

15. Les délégations des États ci-après ont participé à l'échange de vues général: Allemagne, Australie, Bangladesh, Belgique (au nom de l'Union européenne et des États qui lui sont associés), Canada, Chili, Chine, Danemark, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Inde, Japon, Pakistan, Pérou, République de Corée, Suisse et Ukraine. Lors de cet échange de vues, les délégations ont traité du fonctionnement et de l'état du Protocole II modifié. Le représentant de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres a aussi fait une déclaration.

Les déclarations faites au cours de l'échange de vues général sont résumées dans les comptes rendus analytiques des séances, qui seront publiés ultérieurement en tant que partie du document final de la Conférence.

16. Conformément au paragraphe 4 de l'article 13 du Protocole, la Conférence était saisie de 38 rapports annuels communiqués par les États ci-après: Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Chine, Danemark, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Inde, Irlande, Israël, Italie, Japon, Lituanie, Luxembourg, Monaco, Norvège (deux documents distincts), Nouvelle-Zélande (deux documents distincts), Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Philippines, République de Corée, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suède, Suisse et Ukraine. Ces rapports contenaient des renseignements sur les éléments suivants:

- a) La diffusion d'informations sur le Protocole aux forces armées et à la population civile;
- b) Le déminage et les programmes de réadaptation;
- c) Les mesures prises pour satisfaire aux exigences techniques du Protocole et toutes autres informations utiles y relatives;
- d) Les textes législatifs ayant un rapport avec le Protocole;
- e) Les mesures prises concernant l'échange international d'informations techniques, la coopération internationale au déminage ainsi que la coopération et l'assistance techniques;
- f) D'autres points pertinents.

17. Afin de faciliter les débats au titre du point 9 de l'ordre du jour, intitulé «Examen des questions que soulèvent les rapports présentés par les Hautes Parties contractantes conformément au paragraphe 4 de l'article 13 du Protocole II modifié», la délégation suisse a présenté un document de travail intitulé «Résumé des rapports annuels présentés par les États parties» (CCW/AP.II/CONF.3/WP.1), que les participants ont accueilli avec satisfaction, et qui est reproduit en tant qu'annexe II du présent rapport.

#### IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

18. À sa 2<sup>e</sup> séance, le 10 décembre 2001, la Conférence a décidé de lancer un appel à tous les États qui ne l'avaient pas encore fait afin qu'ils prennent toutes les mesures requises pour adhérer au plus vite au Protocole II modifié. Le texte de cet appel est reproduit dans l'annexe III.

19. La Conférence a recommandé que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Dépositaire du Protocole II modifié, et le Président de la Conférence, au nom des États parties, exercent leur influence en vue de la réalisation de l'objectif d'universalité de cet instrument. À cette fin, la Conférence a demandé au Président d'envisager de faire rapport à l'Assemblée générale des Nations Unies, lors de sa cinquante-septième session, sur ce qu'il aurait entrepris et obtenu. Elle a aussi engagé les États parties à encourager les États de leur région à adhérer au Protocole II modifié.

20. Conformément au paragraphe 3 de la résolution 56/28 de l'Assemblée générale des Nations Unies, la Conférence a examiné la question de la tenue de la quatrième Conférence annuelle en 2002; elle a décidé que les questions des dates et de la durée seraient traitées à la deuxième Conférence des États parties chargée de l'examen de la Convention sur certaines armes classiques. Elle a aussi décidé qu'une réunion préparatoire n'était pas nécessaire pour la quatrième Conférence annuelle. La Conférence est convenue de recommander pour celle-ci l'ordre du jour provisoire dont le texte est reproduit dans l'annexe IV. En outre, elle a examiné les coûts estimatifs de la quatrième Conférence annuelle et en a recommandé l'adoption au moment de la Conférence, en 2002 (annexe V).

21. À sa dernière séance, le 10 décembre 2001, la troisième Conférence annuelle a adopté son rapport et a demandé au Président de présenter ce dernier à la deuxième Conférence des États parties chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, qui se tiendrait du 11 au 21 décembre 2001 à Genève.

ANNEXE I

Ordre du jour de la troisième Conférence annuelle des États parties au Protocole II modifié annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination

1. Ouverture de la troisième Conférence annuelle des États parties au Protocole II modifié annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination.
2. Élection du Président de la Conférence et des autres membres des bureaux.
3. Adoption de l'ordre du jour.
4. Nomination du Secrétaire général de la Conférence.
5. Adoption de dispositions pour pourvoir aux coûts de la Conférence.
6. Organisation des travaux, y compris ceux de tous organes subsidiaires de la Conférence.
7. Échange de vues général (plénière).
8. Examen du fonctionnement et de l'état du Protocole.
9. Examen des questions que soulèvent les rapports présentés par les Hautes Parties contractantes conformément au paragraphe 4 de l'article 13 du Protocole II modifié.
10. Examen de l'évolution des technologies, aux fins de la protection de la population civile contre les effets des mines qui frappent sans discrimination.
11. Préparation de la deuxième Conférence d'examen des États parties à la Convention sur certaines armes classiques.
12. Rapports de tous organes subsidiaires.
13. Questions diverses.
14. Examen et adoption des documents finals.



ANNEXE II

Tableau des rapports annuels nationaux

38 rapports nationaux soumis jusqu'à décembre 2001

Tableau des rapports annuels nationaux pour 2001

PAYS	DATE DE SOUMISSION	FORMULE	INFORMATIONS	QUESTIONS DE FOND ABORDÉES					LANGUE
				<i>Diffusion d'informations</i>	<i>Déminage et programmes de réadaptation</i>	<i>Exigences techniques et informations utiles y relatives</i>	<i>Textes législatifs</i>	<i>1) Échange international d'informations techniques 2) Coopération au déminage 3) Coopération et assistance techniques</i>	
		<i>Emploi des formules de présentation proposées</i>	<i>Les informations peuvent être communiquées aux autres parties intéressées</i>						
AUSTRALIE	Octobre 2001	Oui	Aucune information	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Oui 2) Oui 3) Oui	Anglais
AUTRICHE	Octobre 2001	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Oui 2) Oui 3) Oui	Anglais
BELGIQUE	Novembre 2001	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Oui 2) Oui 3) Oui	Anglais
BRÉSIL	Octobre 2001	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Oui 2) Oui 3) Oui	Anglais
BULGARIE	Octobre 2001	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Oui 2) Oui 3) Oui	Anglais
CANADA	Novembre 2001	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Oui 2) Oui 3) Oui	Anglais et français
CHINE	Décembre 2001	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Oui 2) Oui 3) Oui	Anglais et chinois
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	Octobre 2001	Oui	Aucune information	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Oui 2) Oui 3) Oui	Anglais

PAYS	DATE DE SOUMISSION	FORMULE	INFORMATIONS	QUESTIONS DE FOND ABORDÉES					LANGUE
				Diffusion d'informations	Déminage et programmes de réadaptation	Exigences techniques et informations utiles y relatives	Textes législatifs	1) Échange international d'informations techniques 2) Coopération au déminage 3) Coopération et assistance techniques	
		<i>Emploi des formules de présentation proposées</i>	<i>Les informations peuvent être communiquées aux autres parties intéressées</i>						
DANEMARK	Novembre 2001	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Oui 2) Oui 3) Oui	Anglais
ESTONIE	Octobre 2001	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Oui 2) Oui 3) Oui	Anglais
FINLANDE	Octobre 2001	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Oui 2) Oui 3) Oui	Anglais
FRANCE	Novembre 2001	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Oui 2) Oui 3) Oui	Français
ALLEMAGNE	Octobre 2001	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Oui 2) Oui 3) Oui	Anglais
GRÈCE	Juin 2001	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Oui 2) Oui 3) Oui	Anglais
HONGRIE	Novembre 2001	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui	1) Aucune information 2) Aucune information 3) Aucune information	Anglais
INDE	Décembre 2001	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Oui 2) Oui 3) Oui	Anglais

PAYS	DATE DE SOUMISSION	FORMULE	INFORMATIONS	QUESTIONS DE FOND ABORDÉES					LANGUE
				Diffusion d'informations	Déminage et programmes de réadaptation	Exigences techniques et informations utiles y relatives	Textes législatifs	1) Échange international d'informations techniques 2) Coopération au déminage 3) Coopération et assistance techniques	
		<i>Emploi des formules de présentation proposées</i>	<i>Les informations peuvent être communiquées aux autres parties intéressées</i>						
IRLANDE	Décembre 2001	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Aucune information 2) Oui 3) Aucune information	Anglais
ISRAËL	Novembre 2001	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Aucune information 2) Oui 3) Aucune information	Anglais
ITALIE	Décembre 2001	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Oui 2) Oui 3) Oui	Anglais
JAPON	Décembre 2001	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Oui 2) Oui 3) Aucune information	Anglais
LITUANIE	Novembre 2001	Oui	Aucune information	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Oui 2) Oui 3) Oui	Anglais
LUXEMBOURG	Octobre 2001	Envisage un dispositif autre que les formules	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Oui 2) Oui 3) Oui	Français
MONACO	Novembre 2001	Envisage un dispositif autre que les formules	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Oui 2) Oui 3) Oui	Anglais

PAYS	DATE DE SOUMISSION	FORMULE	INFORMATIONS	QUESTIONS DE FOND ABORDÉES					LANGUE
				Diffusion d'informations	Déminage et programmes de réadaptation	Exigences techniques et informations utiles y relatives	Textes législatifs	1) Échange international d'informations techniques 2) Coopération au déminage 3) Coopération et assistance techniques	
		<i>Emploi des formules de présentation proposées</i>	<i>Les informations peuvent être communiquées aux autres parties intéressées</i>						
PAYS-BAS	Novembre 2001	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Oui 2) Oui 3) Oui	Anglais
NOUVELLE-ZÉLANDE (deux documents distincts)	Novembre 2001	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Oui 2) Oui 3) Oui	Anglais
NORVÈGE (deux documents distincts)	Décembre 2001	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Oui 2) Oui 3) Oui	Anglais
PAKISTAN	Novembre 2001	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Oui 2) Oui 3) Oui	Anglais
PÉROU	Novembre 2001	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Oui 2) Oui 3) Oui	Espagnol
PHILIPPINES	Décembre 2001	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Oui 2) Oui 3) Oui	Anglais
RÉPUBLIQUE DE CORÉE	Décembre 2001	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Aucune information 2) Oui 3) Aucune information	Anglais

PAYS	DATE DE SOUMISSION	FORMULE	INFORMATIONS	QUESTIONS DE FOND ABORDÉES					LANGUE
				Diffusion d'informations	Déminage et programmes de réadaptation	Exigences techniques et informations utiles y relatives	Textes législatifs	1) Échange international d'informations techniques 2) Coopération au déminage 3) Coopération et assistance techniques	
		<i>Emploi des formules de présentation proposées</i>	<i>Les informations peuvent être communiquées aux autres parties intéressées</i>						
SLOVAQUIE	Octobre 2001	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Aucune information 2) Oui 3) Oui	Anglais
SUÈDE	Décembre 2001	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Oui 2) Oui 3) Oui	Anglais
SUISSE	Octobre 2001	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Oui 2) Oui 3) Oui	Anglais
UKRAINE	Décembre 2001	Envisage un dispositif autre que les formules	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Aucune information 2) Oui 3) Aucune information	Russe
ROYAUME-UNI	Octobre 2001	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Oui 2) Oui 3) Oui	Anglais
ÉTATS-UNIS	Novembre 2001	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	1) Oui 2) Oui 3) Oui	Anglais

ANNEXE III

Appel lancé par les États parties au Protocole II modifié annexé à la Convention sur certaines armes classiques, à l'occasion de leur troisième Conférence annuelle

Nous, les États qui avons notifié au Dépositaire notre consentement à être liés par le Protocole II modifié annexé à la Convention sur certaines armes classiques, réunis à Genève le 10 décembre 2001 pour notre troisième Conférence annuelle,

*Ayant à l'esprit* la contribution importante du Protocole II modifié aux efforts internationaux visant à atténuer les souffrances causées par certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination,

*Notant* que le Protocole II modifié est le seul instrument juridique international qui couvre tous les types de mines, pièges et autres dispositifs,

*Ayant fait le point* du fonctionnement et de l'état du Protocole II modifié conformément à l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article 13,

*Nous félicitons* de l'occasion que la deuxième Conférence des États parties chargée de l'examen de la Convention sur certaines armes classiques nous donne d'examiner le fonctionnement et l'état du Protocole II modifié,

*Ayant examiné* les rapports annuels nationaux présentés par les États qui ont notifié au Dépositaire leur consentement à être liés par le Protocole II modifié,

*Constatons avec satisfaction* le fait que, depuis la première Conférence annuelle tenue en décembre 1999, 19 nouveaux États ont notifié au Dépositaire leur consentement à être liés par le Protocole II modifié, ce qui porte à 63 le nombre total des États qui ont accepté cet instrument,

*Soulignons* qu'il importe d'assurer l'acceptation la plus large possible du Protocole II modifié,

*Demandons instamment* à tous les États qui ne l'ont pas encore fait de prendre toutes les mesures appropriées en vue d'y adhérer le plus tôt possible.

ANNEXE IV

Projet d'ordre du jour provisoire de la quatrième Conférence annuelle des États parties au Protocole II modifié annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination

... décembre 2002

1. Ouverture de la quatrième Conférence annuelle des États parties au Protocole II modifié annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination.
2. Élection du Président de la Conférence et des autres membres des bureaux.
3. Adoption de l'ordre du jour.
4. Reconduction du règlement intérieur.
5. Nomination du Secrétaire général de la Conférence.
6. Adoption de dispositions pour pourvoir aux coûts de la Conférence.
7. Organisation des travaux, y compris ceux de tous organes subsidiaires de la Conférence.
8. Échange de vues général (plénière).
9. Examen du fonctionnement et de l'état du Protocole.
10. Examen des questions que soulèvent les rapports présentés par les Hautes Parties contractantes conformément au paragraphe 4 de l'article 13 du Protocole II modifié.
11. Examen de l'évolution des technologies, aux fins de la protection de la population civile contre les effets des mines qui frappent sans discrimination.
12. Rapports de tous organes subsidiaires.
13. Questions diverses.
14. Examen et adoption des documents finals.



ANNEXE V

Coûts estimatifs de la quatrième Conférence annuelle des États parties au Protocole II modifié annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination

Note du secrétariat

1. Sur recommandation de la Première Commission, l'Assemblée générale, dans sa résolution 56/28, a demandé aux États parties au Protocole II modifié annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination d'examiner la question de la tenue de leur quatrième Conférence annuelle en 2002. La ou les dates précises auxquelles la quatrième Conférence aura lieu seront fixées par les États parties à la présente Conférence annuelle.
2. Le présent document, qui est soumis comme suite à la résolution susmentionnée, contient les coûts estimatifs de la quatrième Conférence annuelle. On trouvera à l'annexe une ventilation de ces coûts.
3. Il y a lieu de noter que les montants estimatifs ont été établis compte tenu de l'expérience passée et du volume de travail prévu. Les coûts effectifs seront calculés après la clôture de la Conférence, quand le volume de travail exact sera connu. La part du total des coûts de la Conférence que chaque État partie aura à supporter sera aussi calculée après l'ajustement éventuel des contributions versées au titre de la participation aux coûts et la comptabilisation de toutes les dépenses afférentes à ladite Conférence.
4. Quant aux arrangements financiers, selon la pratique établie précédemment pour des conférences portant sur des instruments multilatéraux relatifs au désarmement et entérinée par les règlements intérieurs de ces conférences, les coûts de la quatrième Conférence annuelle seraient couverts par les États parties qui y participeraient, selon le barème des quotes-parts de l'ONU, ajusté au prorata du nombre desdits États. Les États qui ne seraient pas parties au Protocole II modifié et qui auraient accepté l'invitation à prendre part à la conférence considérée participeraient aux coûts à hauteur du taux établi à leur égard par le barème des quotes-parts de l'ONU.
5. Des avis de recouvrement seront établis sur la base du montant total des coûts estimatifs et de la formule de partage des coûts énoncée ci-dessus, sous réserve que les États parties approuvent ces coûts et cette formule. Comme les activités considérées ne doivent pas avoir d'incidences financières sur le budget ordinaire de l'ONU, il incombe aux États parties de payer leur part du montant estimatif dès réception des avis de recouvrement.

QUATRIÈME CONFÉRENCE ANNUELLE DES ÉTATS PARTIES AU PROTOCOLE II MODIFIÉ,  
ANNEXÉ À LA CONVENTION SUR CERTAINES ARMES CLASSIQUES

Un jour

(En dollars des États-Unis)

Services de conférence	Service des séances	Documentation à établir avant la session	Documentation à établir au cours de la session	Comptes rendus analytiques	Documentation à établir après la session	Besoins en personnel des services généraux	Divers	Total
Interprétation et services des séances	9 200							9 200
Traduction de la documentation		59 100	59 100	28 100	59 100			205 400
Besoins en personnel des services généraux						700		700
Divers							5 600	5 600
Total	9 200	59 100	59 100	28 100	59 100	700	5 600	220 900

A.	Total des coûts des services de conférence	220 900
B.	Total des coûts autres que ceux des services de conférence	
1)	Bureau du Secrétaire général de la Conférence (Indemnité de fonctions pour six mois et indemnité de représentation)	7 000
2)	Un P-3 pendant un mois	5 000
	Dépenses d'appui au programme (13 %)	1 560
	Sous-total B	13 560
	Total général (arrondi) A + B	<u>234 500</u>

L'indemnité de fonctions a été calculée sur la base de l'écart de coût salarial entre un poste D-2 et un poste de sous-secrétaire général (1 108 dollars par mois pendant six mois). 300 dollars sont versés à titre d'indemnité de représentation.

ANNEXE VI

Liste de documents

- CCW/AP.II/CONF.3/1      Ordre du jour provisoire de la troisième Conférence annuelle des États parties au Protocole II modifié annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination
- CCW/AP.II/CONF.3/2      Letter dated 1 July 2001 from the King of Saudi Arabia addressed to the Secretary-General of the United Nations in reply to his letter inviting States that had not yet acceded to the Protocol to consider consenting to be bound by Amended Protocol II to the Convention on Prohibitions or Restrictions on the Use of Certain Conventional weapons Which May Be Deemed to Be Excessively Injurious or to Have Indiscriminate Effects
- CCW/AP.II/CONF.3/CRP.1   Projet d'ordre du jour provisoire de la quatrième Conférence annuelle des États parties au Protocole II modifié annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination
- CCW/AP.II/CONF.3/CRP.2   Appel lancé par les États parties au Protocole II modifié annexé à la Convention sur certaines armes classiques, à l'occasion de leur troisième Conférence annuelle (projet): Document de travail présenté par le Président pour examen
- CCW/AP.II/CONF.3/WP.1    Tableau des rapports annuels nationaux pour 2001
- CCW/AP.II/CONF.3/L.1     Projet de rapport de la troisième Conférence annuelle des États parties au Protocole II modifié annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination
- CCW/AP.II/CONF.3/INF.1    Replies of United Nations Member States
- CCW/AP.II/CONF.3/INF.2    List of States Parties which have notified the Depository of their consent to be bound by Amended Protocol II to the CCW Convention (as of 1 December 2001)
- CCW/AP.II/CONF.3/INF.3    List of National Annual Reports
- CCW/AP.II/CONF.3/INF.4    Liste des participants

ANNEX VII

List of Participants

A. STATES PARTIES

ARGENTINA

Sr. Horacio Emilio Solari                      Embajador, Representante Permanente ante la  
Conferencia de Desarme, Ginebra

Sr. Marcelo Valle Fonrouge                      Consejero, Misión Permanente, Ginebra

AUSTRALIA

H.E. Mr. Les Luck                              Ambassador, Permanent Representative to the  
Conference on Disarmament, Geneva  
Head of Delegation

Mr. Peter Tesch                                Assistant Secretary, Arms Control and  
Disarmament Branch, Department of Foreign  
Affairs and Trade  
Deputy Head of Delegation

Grp Capt. Enrico Casagrande                      Director of Operations and International Law  
The Defence Legal Service  
Department of Defence, Canberra

Dr. Geoff Shaw                                Counsellor and Deputy Permanent Representative  
to the Conference on Disarmament, Geneva

Mr. Todd Mercer                                Executive Officer  
Arms Control and Disarmament Branch  
Department of Foreign Affairs and Trade,  
Canberra

Ms. Philippa King                                First Secretary, Delegation to the Conference on  
Disarmament, Geneva

Mr. Peter Truswell                                Third Secretary, Delegation to the Conference on  
Disarmament, Geneva

Prof. Tim McCormack

Australian Red Cross Professor of International  
Humanitarian Law  
Faculty of Law, University of Melbourne

Ms. Sonja Litz

Assistant Director - UN Peace Operations and  
Arms Control Section  
Department of Defence, Canberra

## AUSTRIA

H.E. Mr. Harald Kreid

Ambassador, Permanent Representative, Geneva  
Head of Delegation

Mr. Alexander Kmentt

Counsellor, Permanent Mission, Geneva  
Deputy Head of Delegation

Mr. Peter Grabner

Brigadier General, Military Adviser  
Permanent Mission, Geneva

Mr. Richard Monsberger

LtCol., Technical Expert, Adviser MoD  
Federal Ministry of Defence, Vienna

Mr. Thomas Jellouschek

Technical Expert, Adviser MoD  
Federal Ministry of Defence, Vienna

## BANGLADESH

H.E. Dr. Toufiq Ali

Ambassador, Permanent Representative, Geneva  
Head of Delegation

Mr. Taufiqur Rahman

Third Secretary, Permanent Mission, Geneva

## BELGIUM

S.E. M. Jean Lint

Ambassadeur, Représentant permanent auprès de  
la Conférence du Désarmement, Genève  
Chef de la Délégation

Mme Danielle Haven

Directeur du Service Non-Prolifération et  
Désarmement  
Ministère des Affaires étrangères  
Suppléant

M. Damien Angelet	Représentant permanent adjoint auprès de la Conférence du Désarmement, Genève Suppléant
Lt.Col. Baudoin Briot	Ministère de la Défense Nationale, Bruxelles Conseiller
Major Dominique Jones	Ministère de la Défense Nationale, Bruxelles Conseiller

#### BOLIVIA

S.E. Sr. Julio Ricardo Alba Balderrama	Embajador, Ginebra
--	--------------------

#### BRAZIL

H.E. Ms. Celina M. Assumpção do Valle Pereira	Ambassador, Deputy Permanent Representative Geneva
Mr. Frederico S. Duque Estrada Meyer	Minister Counsellor, Permanent Mission, Geneva
Mr. Marcos Antonio de Oliveira	Air Force General, Military Adviser Permanent Mission, Geneva
Mr. Fernando Apparicio da Silva	First Secretary, Permanent Mission, Geneva
Mr. Maurizil Othon Neves Gonzaga	Army Colonel, Ministry of Defense
Mr. Paulo Roberto Faria	Navy Captain, Ministry of Defense
Mr. Milton Guimarães	Army Colonel, Ministry of Defense
Mr. João Artur Teixêira	Air Force Lieutenant-Colonel Ministry of Defense
Mr. Romulo Dantas	Expert, Office of the Presidency of the Republic

#### BULGARIA

Mr. Ivan Piperkov	Head of Global Security and Disarmament Department International Security Directorate MFA, Sofia
-------------------	--

Mr. Peter Kolarov	Minister Plenipotentiary, Permanent Mission, Geneva
Mr. Plamen Milanov	Expert, International Cooperation Directorate Ministry of Defence, Sofia
<b>CANADA</b>	
Mr. Dan Livermore	Ambassador for Mine Action, Department of Foreign Affairs and International Trade Head of Delegation
Mr. Kerry Brinkert	Head of Research, Policy and Communications Mine Action Team, Department of Foreign Affairs and International Trade Deputy Head of Delegation
Ms. Shannon Smith	Program Coordinator, Research and Policy Development Mine Action Team, Department of Foreign Affairs and International Trade Advisor
Mr. Robert Young	Legal Advisor, United Nations, Human Rights and Humanitarian Law Section Department of Foreign Affairs and International Trade
Colonel Kenneth Watkin	Office of the Judge Advocate General Department of National Defence Advisor
Lt. Col. D. Kirby Abbott	Director of International Law Office of the Judge Advocate General Department of National Defence Advisor
Lt. Col. Jean Lapointe	Directorate of Arms Control and Proliferation Control Policy Group Department of National Defence Advisor
Mr. Peter Sagar	Advisor to the Mine Action Ambassador Department of Foreign Affairs and International Trade Advisor

Ms. Ann Pollack	Counsellor, Permanent Mission, Geneva Advisor
Mr. Patrick Henrichon	Disarmament Officer, Permanent Mission, Geneva Advisor
Mr. Paul Hannon	Executive Director, Mines Action Canada Advisor
<b>CHINA</b>	
H.E. Mr. Sha Zukang	Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary Permanent Representative Head of Delegation
Mr. Fu Cong	Counselor Department of Arms Control and Disarmament Ministry of Foreign Affairs
Mr. Liu Yongsheng	Counsellor, Permanent Mission, Geneva
Mr. Fu Zhigang	First Secretary, Permanent Mission, Geneva
Mr. Zhang Hongbin	Deputy Division Director Department of Arms Control and Disarmament Ministry of Foreign Affairs
Mr. Guo Shoumin	Expert, Ministry of Defense
Mr. Liu Beizhong	Expert, Ministry of Defense
Mr. Zong Jiahu	Expert, Ministry of Defense
Mr. Song Yingwei	Expert, Ministry of Defense
Ms. Lou Danzhu	Third Secretary, Permanent Mission, Geneva
Mr. Zhao Li	Attaché, Dept.of Arms Control and Disarmament Ministry of Foreign Affairs



**CZECH REPUBLIC**

H.E. Mr. Milan Hovorka	Ambassador, Chargé d'Affaires a.i. Permanent Mission, Geneva Head of Delegation
Mr. Josef Vitek	Department of International Organizations Ministry of Foreign Affairs, Prague
Mr. Ivan Pintér	Counsellor, Permanent Mission, Geneva

**DENMARK**

H.E. Mr. Henrik Rée Iversen	Ambassador, Permanent Representative, Geneva
Mr. Jørn E. Rasmussen Ms. Birgitte Juul	Danish Defence Command, Copenhagen Adviser, Ministry of Defence, Copenhagen
Mrs. Kristina Miskowiak Beckvard	Head of Section, Ministry of Foreign Affairs
Ms. Judith Bergman	Head of Section, Ministry of Defence, Copenhagen

**ESTONIA**

Mr. Clyde Kull	Ambassador, Permanent Representative, Geneva Head of Delegation
Ms. Merike Kokajev	First Secretary, Permanent Mission, Geneva
Ms. Hestrid Tedder	Expert, Defence Policy Planning Bureau Ministry of Defense
Ms. Kadri Saar	Attaché, Security Policy and Arms Control Division Ministry of Foreign Affairs

**FINLAND**

H.E. Dr. Markku Reimaa	Ambassador, Permanent Representative to the Conference on Disarmament, Geneva
Mr. Harri Mäki-Reinikka	Minister Counsellor, Permanent Representation to the Conference on Disarmament, Geneva

Mr. Yrjö Kukko	Military Adviser, Ministry of Defence
Ms. Riitta Korpivaara	First Secretary, Ministry for Foreign Affairs
Ms. Saija Nurminen	Special Assistant, Ministry for Foreign Affairs
Mr. Janne Kuusela	Defence Policy Adviser, Ministry of Defence
Mr. Jukka Sonninen	Lt.Col., Defence Staff

#### FRANCE

H.E. M. Hubert de La Fortelle	Ambassadeur, Représentant permanent auprès de la Conférence du Désarmement, Genève
M. Paul Dahan	Représentant adjoint, Représentation permanente auprès de la Conférence du Désarmement, Genève
M. Thomas Wagner	Premier Secrétaire, Représentation permanente auprès de la Conférence du Désarmement, Genève
M. Francis Brossard	Conseiller militaire, Représentation permanente auprès de la Conférence du Désarmement, Genève
Mme Véronique Bujon-Barré	Sous-Directeur du désarmement chimique et biologique et de la maîtrise des armements classiques Ministère des Affaires Etrangères
Mme Isabelle Marques-Gross	Sous-Direction du désarmement chimique et biologique et de la maîtrise des armements classiques, Ministère des Affaires Etrangères
M. Thierry Fournier	Lieutenant-Colonel, Ministère de la Défense
M. Thierry Garnier	Ministère de la Défense
M. Maurice Bleicher	Ministère de la Défense
M. Pascal Rouzaud	Commandant, Ministère de la Défense
M. Arnaud d'Aboville	Capitaine de Frégate, Ministère de la Défense

**GERMANY**

H.E. Mr. Volker Heinsberg	Ambassador, Permanent Representative to the Conference on Disarmament, Geneva
Mr. Achim Holzenberger	Counsellor, Permanent Mission to the Conference on Disarmament, Geneva
Ms. Beatrix Kania	Conventional Arms Control Division <i>Federal Foreign Office</i>
Col. (GS) Gerhard Schepe	Permanent Mission to the Conference on Disarmament, Geneva
Lt. Col. (GS) Roland Göbel	Deputy Head of Division Ministry of Defence

**GREECE**

Mrs. Vassiliki Gounari	First Secretary, Permanent Mission, Geneva
------------------------	--

**GUATEMALA**

S.E. Sr. Antonio Arenales Forno	Embajador, Misión permanente, Ginebra
Sr. Iván Espinoza Farfán	Ministro Consejero, Misión permanente, Ginebra
Sr. Carlos Arroyave Prera	Tercer Secretario

**HOLY SEE**

Mgr. Edgar Peña Parra	Conseiller, Mission permanente, Genève
Dr. Paolo Conversi	Fonctionnaire de la Secrétairerie d'Etat du Saint-Siège

**HUNGARY**

Mr. László Horváth	Chargé d'Affaires a.i., Permanent Mission, Geneva
Mr. György Balogh	Second Secretary, Ministry for Foreign Affairs

Mr. Attila Nyikos Second Secretary, Permanent Mission, Geneva

Mr. Zsolt Nemes First Lieutenant, Hungarian Defence Forces,  
Budapest

#### INDIA

H.E. Mr. Rakesh Sood Ambassador, Permanent Representative to the  
Conference on Disarmament, Geneva  
Head of Delegation

Mr. T.P. Seetharam Minister-Counsellor, Permanent Mission to the  
Conference on Disarmament, Geneva

Mrs. Gaitri I. Kumar Counsellor, Permanent Mission to the Conference  
on Disarmament, Geneva

Col. M.L. Agarwal Army Headquarters

#### IRELAND

H.E. Ms. Mary Whelan Ambassador, Permanent Representative, Geneva

Mr. Kevin Dowling Counsellor, Department of Foreign Affairs

Mr. Brian Cahalane First Secretary, Permanent Mission, Geneva

Mr. Edward Brannigan First Secretary, Department of Foreign Affairs

Ms. Sarah McGrath Third Secretary, Department of Foreign Affairs

#### ISRAEL

Mr. Amnon Efrat Minister Counsellor, Representative to the  
Conference on Disarmament, Geneva  
Head of Delegation

Mr. Aharon Shahar Senior Coordinator on Arms Control and Regional  
Security, Ministry of Defense

Mr. Meir Itzhaki First Secretary, Ministry of Foreign Affairs

**ITALY**

H.E. Mr. Mario E. Maiolini	Ambassador, Permanent Representative to the Conference on Disarmament, Geneva Head of Delegation
Mr. Angelo Persiani	First Counsellor, Permanent Representation to the Conference on Disarmament, Geneva Deputy Head of Delegation
Mr. Paolo Cuculi	First Secretary, Permanent Representation to the Conference on Disarmament, Geneva
Lt. Col. Francesco Giannatiempo	National Expert

**JAPAN**

H.E. Mr. Seiichiro Noboru	Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary Head of the Delegation to the Conference on Disarmament, Geneva Head of Delegation
Mr. Toshio Sano	Minister, Deputy Head of Delegation to the Conference on Disarmament, Geneva
Col. Toru Takahashi	First Secretary and Defense Attaché Delegation to the Conference on Disarmament Geneva
Mr. Yasunari Morino	First Secretary, Delegation to the Conference on Disarmament, Geneva

**JORDAN**

H.E. Mr. Shehab A. Madi	Ambassador, Permanent Representative, Geneva
Mr. Nayef El-Zidan	Counsellor, Permanent Mission, Geneva

**LIECHTENSTEIN**

H.E. Mr. Norbert Frick Ambassador, Permanent Representative, Geneva  
Ms. Esther Schindler Diplomatic Collaborator  
Office for Foreign Affairs, Vaduz

**LITHUANIA**

H.E. Mr. Algimantas Rimkunas Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary  
Permanent Representative, Geneva  
Head of Delegation  
Mr. Erikas Petrikas Minister Counsellor, Permanent Mission, Geneva  
Mr. Vaclovas Semaškevičius Adviser of the Weaponary Fund

**LUXEMBOURG**

S.E. Mme Michele Pranchere-Tomassini Ambassadeur, Représentante permanente, Genève  
M. François Pilot Conseiller Militaire à la Délégation Permanente du  
Luxembourg auprès de l'OSCE à Vienne  
M. Marc-Henri Godefroid Premier Secrétaire, Mission permanente, Genève  
M. Tom Koller Attaché de Légation, Ministère des Affaires  
Etrangères

**MONACO**

S.E. M. Bernard Fautrier Ambassadeur, Représentant permanent, Genève  
M. Jean-Philippe Bertani Deuxième Secrétaire, Mission permanente,  
Genève

**NETHERLANDS**

H.E. Mr. Chris C. Sanders Ambassador, Permanent Representative to the  
Conference on Disarmament, Geneva  
Head of Delegation

Mr. Thymen Kouwenaar

Counsellor, Permanent Representation to the  
Conference on Disarmament, Geneva  
Deputy Head of Delegation

Mr. Marcel Halma

Second Secretary, Permanent Representation to  
the Conference on Disarmament, Geneva

Mr. Alexander Verbeek

Security Policy Department  
Ministry of Foreign Affairs

## NEW ZEALAND

H.E. Mr. Clive Pearson

Ambassador for Disarmament  
Permanent Mission, Geneva  
Head of Delegation

Col. Kevin Riordan

Director of Legal Services  
New Zealand Defence Force, Wellington

Mr. John Borrie

Second Secretary, Permanent Mission, Geneva

Mr. Hamish Bunn

Policy Analyst, Ministry of Defence, Wellington

## NORWAY

H.E. Mr. Sverre Bergh Johansen

Ambassador, Permanent Representative, Geneva  
Head of Delegation

Mr. Bror Gevelt

Senior Adviser, Ministry of Foreign Affairs

Mr. Hans Fredrik Lehne

Special Adviser, Department of Humanitarian  
Affairs Ministry of Foreign Affairs

Mr. Martin Sørbye

Assistant Director General, Legal Department  
Ministry of Foreign Affairs

Mr. Knut Langeland

Counsellor, Permanent Mission, Geneva

Ms. Annette Landell-Mills

First Secretary, Permanent Mission, Geneva

Mr. Thor H. Moen

Lieutenant-Colonel, HQ Defence Command

Ms. Annette Bjørseth

Adviser, Ministry of Defence, Oslo

**PAKISTAN**

H.E. Mr. Munir Akram	Ambassador and Permanent Representative to the Conference on Disarmament, Geneva Head of Delegation
Mr. Abdul Basit	Counsellor, Permanent Representation to the Conference on Disarmament, Geneva
Mr. Zaheer A. Janjua	First Secretary, Permanent Representation to the Conference on Disarmament, Geneva
Col. Rafi uz Zaman Khan	Technical Expert
Lt. Col. Muhammad Afzal Khan	Technical Expert

**PERU**

S.E. Sr. Jorge Voto-Bernales	Embajador, Representante Permanente, Ginebra Jefe de Delegación
Sr. José Salinas-Montes	Ministro Representante Alterno
Gustavo Laurie-Escandon	Primer Secretario, Misión Permanente, Ginebra

**PHILIPPINES**

H.E. Mr. Samuel T. Ramel	Ambassador, Permanent Representative, Geneva
Mr. Denis Y. Lepatan	Deputy Permanent Representative, Geneva
Mr. Frank R. Cimafranca	First Secretary, Permanent Mission, Geneva

**REPUBLIC OF KOREA**

H.E. Mr. Chung Eui Yong	Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary Permanent Representative, Geneva
Mr. Yun Byung Se	Minister, Permanent Mission, Geneva
Mr. Shin Dong Ik	Counsellor, Permanent Mission, Geneva



Mr. Park Dong Hyung

Counsellor, Permanent Mission, Geneva

Mr. Kim Ki Ock

Director, International Disarmament Division  
Ministry of National Defense

Mr. Rim Kap Soo

Assistant Director  
Disarmament and Nuclear Energy Division  
Ministry of Foreign Affairs and Trade

## SLOVAKIA

H.E. Kálmán Petöcz

Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary  
Geneva  
Head of Delegation

Mr. Karol Mistrík

Second Secretary, Permanent Mission, Geneva

Lt.Col. František Žák

Military Expert, Ministry of Defence

## SOUTH AFRICA

H.E. Mr. Siphon George Nene

Ambassador, Permanent Representative to the  
Conference on Disarmament, Geneva  
Head of Delegation

Mr. Thomas Markram

Deputy Permanent Representative to the  
Conference on Disarmament, Geneva  
Alternate

Mr. Barend J. Lombard

Counsellor, Permanent Delegation to the  
Conference on Disarmament, Geneva  
Alternate

Ms. Nontombi Makupula

First Secretary, Permanent Mission, Geneva  
Adviser

## SPAIN

Excmo. Sr. D. Carlos Miranda

Embajador, Delegado en la Conferencia de  
desarme  
Ginebra  
Jefe de Delegación

Dr. D. Enrique Yturriaga	Consejero para Desarme Misión Permanente, Ginebra
Sr. D. Raimundo Robredo Rubio	Consejero, Ministerio de Asuntos Exteriores

## SWEDEN

Mr. Bosse Hedberg	Director, Ministry for Foreign Affairs Head of Delegation
H.E. Mr. Henrik Salander	Ambassador and Permanent Representative to the Conference on Disarmament Alternate Head of Delegation
Ms. Anneli Lindahl Kenny	Counsellor, Permanent Mission, Geneva
Ms. Katarina Rangnitt	First Secretary, Permanent Mission, Geneva
Mr. Daniel Nord	Desk Officer, Ministry for Foreign Affairs
Ms. Anna Hammarlund	Desk Officer, Ministry of Defence
Mr. Olof Carelius	Lt. Colonel, Swedish Armed forces Adviser

## SWITZERLAND

S.E. M. Christian Faessler	Ambassadeur, Représentant permanent auprès de la Conférence du Désarmement, Genève Chef de la délégation
M. Erwin Dahinden	Chef de la Division de la maîtrise des armements, du droit international des conflits armés et de la coopération en matière de vérification Etat-major général du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports Chef suppléant de la délégation
M. René Haug	Conseiller d'ambassade, Mission permanente, Genève

M. Bernard Jeanty

Chef de la Section de la maîtrise globale des armements et du désarmement  
Groupe de la promotion de la paix et de la coopération en matière de sécurité, Etat-major général du DDPS

M. Daniel Derzic

Chef suppléant de la Section des droits de l'homme et du droit international humanitaire  
Direction du droit international public, DFAE

Mr. Roman Hunger

Collaborateur de la Section de la maîtrise globale des armements et du désarmement  
Groupe de la promotion de la paix et de la coopération en matière de sécurité  
Etat-Major général du DDPS

#### UKRAINE

Mr. Anatoliy Scherba

Director for Arms Control and Military Technical Cooperation, Ministry of Foreign Affairs  
Head of Delegation

Mr. Mykhailo Osnach

Deputy Permanent Representative, Geneva  
Deputy Head of Delegation

Ms. Lesya Hak

Attaché, Ministry of Foreign Affairs  
Expert

Ms. Olena Syrota

Attaché, Ministry of Foreign Affairs  
Expert

#### UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND

Mr. John Wattam

Permanent Representation to the Conference on Disarmament, Geneva

Mr. Paul Ellis

Ministry of Defence

**UNITED STATES OF AMERICA**

Mr. Edward R. Cummings	Assistant Legal Adviser Office of the Legal Adviser Department of State
Mr. Waldo (Chip) Brooks	Colonel, US Army Legal Counsel, Joint Staff Department of Defense
Ms. Natasha Franceschi	Office of Humanitarian Demining Bureau of Political-Military Affairs Department of State
Mr. James A. Burger	Office of the General Counsel Department of Defense
Mr. David Frost	Captain, US Navy J-5, Joint Staff Department of Defense
Mr. David Kaye	Attorney Adviser Office of the Legal Adviser Department of State
Mr. William Malzahn	Bureau of Arms Control Department of State
Mr. W. Hays Parks	Office of the Judge Advocate General Joint Staff Department of the Army
Mr. Steven A. Solomon Geneva	Deputy Legal Adviser, Permanent Mission,
Mr. Tom Stott	Colonel, U.S. Army Office of the Secretary Department of Defense

## A. SIGNATORIES

### EGYPT

Mr. Mohamed Tawfik	Chargé d'Affaires a.i. Permanent Mission, Geneva
Mr. Alaa Roushdy	First Secretary, Permanent Mission, Geneva
Mr. Ahmed Abdel Latif	Third Secretary, Permanent Mission, Geneva

### MOROCCO

S.E. M. Omar Hilale	Ambassadeur, Représentant permanent, Genève
Mlle Loubna Al Atlassi	Premier Secrétaire, Mission permanente, Genève

### TURKEY

H.E. Mr. Murat Sungar	Ambassador, Permanent Representative, Geneva Head of Delegation
Mr. Uğur Doğan	Deputy Permanent Representative, Geneva
Mr. Murat Esenli	Counsellor, Permanent Mission, Geneva

## C. OBSERVER STATES

### ALBANIA

H.E. Mr. Ksenofon Krisafi	Ambassador, Permanent Representative, Geneva
Mrs. Mira Schneider	Second Secretary, Permanent Mission, Geneva

### CHILE

Mr. Juan Enrique Vega	Ambassador, Permanent Representative to the Conference on Disarmament, Geneva
-----------------------	--

Mr. Alfredo Labbé  
Minister Counsellor, Deputy Permanent  
Representative to the Conference on Disarmament

Captain Mario González  
National Defence Staff Representative

#### CUBA

S.E. Sr. Carlos Amat Forés  
Embajador Extraordinario y Plenipotenciario  
Representante Permanente, Ginebra  
Jefe de la Delegación

S.E. Sr. Iván Mora Godoy  
Embajador Extraordinario y Plenipotenciario  
Representante Permanente Alterno, Ginebra  
Representante Alterno

Sra. Anayansi Rodríguez Camejo  
Segunda Secretaria, Misión Permanente, Ginebra

Tte. Coronel Luis Cuervo Tuero  
Experto en desarme y seguridad Internacional del  
Ministerio de Las Fuerzas Armadas

#### CYPRUS

H.E. Mr. Alexandros Vikis  
Ambassador, Permanent Representative, Geneva

Ms. Frances-Galatia Lanitou-Williams  
Counsellor/Deputy Permanent Representative,  
Geneva

Ms. Helena Mina  
Second Secretary, Permanent Mission, Geneva

Major Theodoros Efthymiou  
Ministry of Defence, Nicosia

#### DOMINICAN REPUBLIC

Sra. Magaly Bello de Kemper  
Consejero, Misión Permanente, Ginebra

#### KUWAIT

H.E. Mr. Dharar A.R. Razzoqi  
Ambassador, Permanent Representative  
Geneva  
Head of Delegation

Mr. Najeeb Al-Bader  
Second Secretary, Permanent Mission, Geneva

H.E. Mr. Janis Karklinš                      Ambassador, Permanent Representative, Geneva  
Mr. Raimonds Jansons                      Counsellor, Permanent Mission, Geneva

**MALTA**

H.E. Mr. Michael Bartolo                      Ambassador, Permanent Representative, Geneva  
Ms. Annabelle Mifsud                      First Secretary, Permanent Mission, Geneva

**MEXICO**

S.E. Sr. Gustavo Albin                      Embajador, Representante Permanente, Ginebra  
Sra. Socorro Rovirosa                      Ministro, Misión Permanente, Ginebra

**MOZAMBIQUE**

**OMAN**

Mr. Ali Al-Qassimi                      First Secretary, Permanent Mission, Geneva

**POLAND**

H.E. Mr. Krzysztof Jakubowski                      Ambassador, Permanent Representative, Geneva  
Head of Delegation

Gen. Ryszard Zuchowski                      Chief of Engineer Corps  
Ministry of National Defence, Warsaw

Mr. Adam Wilczyński                      Counsellor, Permanent Representation to the  
Conference on Disarmament, Geneva

Col. Marek Zadrozny                      Chief, Division on Disarmament Agreements  
Department of Military Foreign Affairs  
Ministry of National Defence

Mr. Marek Orliński                      First Secretary, Permanent Representation to the  
Conference on Disarmament, Geneva

Ms. Irena Juszczyk                      Expert, Department of Security Policy  
Ministry of Foreign Affairs, Warsaw

**RUSSIAN FEDERATION**

H.E. Mr. Leonid Skotnikov	Ambassador, Permanent Representative, Geneva Head of Delegation
Mr. Anatoly Antonov	Deputy Permanent Representative, Geneva Deputy Head of Delegation
Mr. Alexander Mostovets	Deputy Director, Department of Security and Disarmament, Ministry of Foreign Affairs Deputy Head of Delegation
Gen. Evgeny Buzhinsky	Deputy Head of Department Ministry of Defence Deputy Head of Delegation
Gen. Alexander Averchenko	Ministry of Defence
Col. Mikhail Zenkin	Federal Border Service
Col. Evgeny Pushkarev	Ministry of Defence
Mr. Yuri Belobrov	Principal Counsellor, Ministry of Foreign Affairs
Mr. Sergey Fedosov	Counsellor, Ministry of Foreign Affairs
Mr. Vladimir Kurikov	Counsellor, Ministry of Foreign Affairs
Mr. Andrey Malov	Counsellor, Ministry of Foreign Affairs
Mr. Evgeny Prokhorenkov	First Secretary, Ministry of Foreign Affairs
Mr. Philip Saprykin	First Secretary, Ministry of Foreign Affairs
Mr. Serguei Fateev	Ministry of Defence
Mr. Roman Nozdritsky	Federal Border Service
Mr. Pavel Fokin	Russian Ammunition Agency "Rosboepripasy"
Mr. Vladimir Dashko	Counsellor, Ministry of Foreign Affairs
Mr. Alexander Petrachkov	Senior Counsellor, Permanent Mission, Geneva
Mr. Artem Kudoyarov	Counsellor, Permanent Mission, Geneva



Mr. Serguei Koshelev	Counsellor, Permanent Mission, Geneva
Col. Sergey Mursankov	Counsellor, Permanent Mission, Geneva
Mr. Roman Zholus	Third Secretary, Permanent Mission, Geneva

#### **SINGAPORE**

Mr. Lai Jit Meng	Staff Officer, Ministry of Defence
Ms. Margaret Liang	Deputy Permanent Representative, Geneva
Mr. Sam Ong Soon Huat	Staff Officer, Ministry of Defence
Mr. Kevin Lim	First Secretary, Permanent Mission, Geneva
Ms. Ong Yen Cheng	Second Secretary, Permanent Mission, Geneva

#### **SRI LANKA**

H.E. Mr. Prasad Kariyawasam	Ambassador, Permanent Representative, Geneva
Mr. Sumedha Ekanayake	Second Secretary, Permanent Mission, Geneva

#### **THAILAND**

H.E. Mr. Virasakdi Futrakul	Ambassador, Permanent Representative, Geneva
Mrs. Asha Dvitiyananda	Minister, Deputy Permanent Representative Geneva
Mr. Apirat Sugondhabhirom	First Secretary, Permanent Mission, Geneva

#### **TUNISIA**

S.E. M. Hatem Ben Salem	Ambassadeur, Représentant permanent, Genève Chef de délégation
M. Mohamed Samir Koubaa	Conseiller, Mission permanente, Genève Suppléant

M. le Colonel Major Béchir Boussetta	Représentant du Ministère de la Défense Nationale
Mlle Samia Ilhem Ammar	Conseiller, Mission permanente, Genève

#### D. INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATION

##### INTERNATIONAL COMMITTEE OF THE RED CROSS

Mr. Peter Herby	Coordinator, Mines-Arms Unit, Legal Division
Louis Maresca	Legal Advisor
Dominique Loye	Technical Advisor
Aurélie Legrand	Advisor, Legal Division

#### E. OBSERVER ORGANIZATION

##### GENEVA INTERNATIONAL CENTRE FOR HUMANITARIAN DEMINING

Ms. Ana M. Andrino Botelho	Policy Advisor
----------------------------	----------------

#### F. NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATION

##### INTERNATIONAL CAMPAIGN BAN LANDMINES

Mr. Stephen D. Goose	Head of ICBL Delegation and Human Rights Watch
Ms. Susan B. Walker	ICBL Intersessional Programme Officer Deputy Head of Delegation

G. UNITED NATIONS SECRETARIAT

Mr. Vladimir Bogomolov	Secretary General of the Conference
Mr. Jerzy Zaleski	Secretary of the Conference
Mr. Richard Lennane	Political Affairs Officer
Mr. Ye Min Than	Professional Assistant
Ms. Anne Oppenshaw	Intern
Mrs. Elisabeth Kaytar	Secretary
Mrs. Anahid Torikian	Secretary
Mrs. Mireille Courtat	Secretary
Mrs. Arlette Eck	Secretary

-----